

Le Président

Nantes,

- 6 DEC. 2005

DRESIE
CB/CS

Madame la Commissaire,

Dans le cadre de votre consultation sur la réforme des aides à l'innovation, je souhaite attirer votre attention sur les conséquences qu'elle entraînerait sur le territoire ligérien.

En premier lieu, je tiens à souligner la difficulté de se prononcer sur l'impact et la pertinence de vos propositions en matière d'aides à l'innovation, sans avoir une complète visibilité sur le futur encadrement recherche et développement et sur les autres réformes en matière d'aide d'Etat. De plus, compte tenu de l'importance de cette réforme, je regrette les courts délais offerts pour répondre à cette consultation.

Néanmoins, je souhaite vous faire part des remarques générales suivantes :

Le Conseil régional estime trop restrictive la nouvelle définition de l'innovation car elle impose à l'entreprise de prouver que ses produits ou procédés « sont technologiquement nouveaux [...] par rapport à l'état de la technique dans leur secteur à l'échelon communautaire ». Or, un produit ou procédé peut apparaître innovant au niveau local sans pour autant avoir un développement au niveau européen. Par ailleurs, ce critère restrictif entre en contradiction avec la volonté de la Commission de favoriser l'innovation et la recherche-développement dans les entreprises de l'Union européenne. **Cette comparaison pénalisant l'initiative innovatrice au niveau local, le Conseil Régional demande donc que ce critère soit retiré de la définition de l'innovation.**

Le Conseil régional rappelle que l'institution d'un zonage viendrait en totale contradiction avec la future politique de cohésion pour laquelle il est supprimé et avec la réforme des aides à finalité régionale réduisant fortement l'enveloppe de population éligible. **C'est pourquoi la Région sollicite la suppression de toute référence à un zonage pour la réglementation relative aux aides à l'innovation ainsi que pour le futur encadrement des aides à la R&D.**

Madame Nelly KROES
COMMISSION EUROPÉENNE
DG Concurrence
Greffé des aides d'État
SPA 3, bureau 6/5
B-1049 BRUXELLES – BELGIQUE

Toute correspondance est à adresser à Monsieur le Président du Conseil Régional à l'adresse suivante :
Hôtel de la Région - Accès : 1, rue de la Loire - 44966 Nantes Cedex 9 - Tél 02.28.20.50.00 - Fax 02.28.20.50.05 - www.paysdelaloire.fr

Le Conseil régional propose que la Commission prenne également en compte le rôle majeur des grandes entreprises en matière de R&D et d'innovation. Il serait en effet souhaitable que la Commission rende éligibles les grandes entreprises aux règles relatives à l'innovation et plus globalement au futur encadrement R&D, compte tenu du potentiel de recherche dont elles disposent. Les aides aux grandes entreprises devraient être autorisées dans le cadre des pôles de compétitivité et des pôles d'excellence régionaux sous forme d'aides directes au regroupement, et sous forme de compensations pour mise à disposition de leur personnel. Enfin, le Conseil régional sollicite la mise en place d'une aide au transfert d'innovation au profit des grandes entreprises afin qu'elles puissent transmettre à des PME leurs gisements d'innovation non exploités (notamment en raison de la petite taille du marché potentiel de l'innovation).

Au regard des dispositifs d'aides proposés, je tiens à vous communiquer les éléments suivants :

Le Conseil régional souligne l'intérêt du nouveau dispositif proposé pour aider le démarrage des entreprises innovantes. Il permettrait, en effet, de compléter la politique régionale de soutien à la création d'entreprises innovantes, basée sur une prime régionale à la création d'entreprise. La Région soutient particulièrement la possibilité offerte de maintenir l'aide sur une durée de trois ans, car la majorité des fermetures d'entreprises en Pays de la Loire intervient dans les trois ans à compter de leur création. Cependant, le Conseil régional sollicite un relèvement des taux et du plafond de l'aide au démarrage des entreprises innovantes, qui se révèle beaucoup moins attractive que l'aide au démarrage proposée pour toute entreprise, dans le cadre de la réforme des aides à finalité régionale. Cette dernière permet en effet des cumuls et un plafond d'aide supérieurs.

Le Conseil régional est favorable aux propositions relatives au capital investissement qui viennent assouplir le régime actuel en permettant notamment les cumuls d'aide.

Le Conseil régional soutient également l'intégration d'un volet « développement expérimental » à l'encadrement R&D, dont l'assiette complète les régimes existants (ATOUT ou aides des collectivités en faveur des projets d'investissements). Cependant, la Région rappelle la nécessité de tenir compte des coûts de personnel dans l'assiette de l'aide. Par ailleurs, le Conseil Régional sollicite l'élargissement de ce volet aux grandes entreprises de moins de 2000 salariés, le relèvement du taux à hauteur des niveaux d'aides actuels, ainsi que le rétablissement de la bonification liée au PCRDT. La pertinence de ce régime en dépend puisque le taux proposé par la Commission est trop faible pour inciter des PME, qui, en raison de leur taille, prennent des risques à développer un produit innovant.

Concernant les dispositifs d'aides au recrutement et à la formation de salariés, la Région intervient actuellement sur la base du règlement d'exemption pour les aides à la formation. Le Conseil régional souligne l'intérêt du nouveau dispositif proposé qui permet d'aider sur une durée de trois ans les entreprises innovantes pour le recrutement et la formation de personnel hautement qualifié. **Néanmoins, il demande une augmentation du taux de l'aide au recrutement et à la formation ainsi que l'ouverture de ce dispositif aux grandes entreprises de moins de 2000 salariés.** Le Conseil régional propose également que l'assiette de cette aide prenne en compte le recours à un conseil externe en gestion des ressources humaines, car il est constaté en Pays de la Loire une

certaine difficulté des entreprises à définir le profil de recrutement répondant à leurs besoins.

A propos du dispositif visant au développement de pôles d'excellence la Commission semble défavorable à l'aide aux organismes publics tels que les universités et les laboratoires publics. Or, le dynamisme de la recherche publique est essentiel car il contribue au développement de l'innovation en Pays de la Loire. **C'est pourquoi le Conseil régional souhaite vivement que ne soit pas maintenue la disposition qui assimile l'aide aux organismes publics à une aide d'Etat sauf en cas de partage équitable des droits de propriété intellectuelle entre les partenaires publics et privés du projet.**

Le Conseil régional souligne à nouveau sa volonté d'être associé à l'ensemble des réformes prévues par la Commission dans le cadre de son « Plan d'action dans le domaine des aides d'Etat », notamment celle relative à l'encadrement R&D.

Je vous prie d'agréer, Madame la Commissaire, l'expression de mes respectueux hommages.



Jacques AUXIETTE